

Des indicateurs sociocommunautaires...

Pour qui? Pourquoi? Comment?

Synthèse du séminaire tenu le 1^{er} décembre 2010 au Centre St-Pierre, Montréal

Organisé par Relais-femmes

en collaboration avec

L'R des centres de femmes du Québec

et

la Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec



Rédaction : Julie Raby

Graphisme et mise en page : Rocio Moreno Gil

Comité organisateur du séminaire :

- Danielle Fournier et Berthe Lacharité de Relais-femmes
- Francyne Ducharme de la Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec
- Odile Boisclair de l’R des centres de femmes du Québec.

Nous remercions Lise St-Germain, du Centre de recherche sociale appliquée et doctorante en sciences humaines appliquées à l’Université de Montréal ainsi que Réal Boisvert, de l’Agence de Santé et des Services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Québec, qui ont agi à titre de personnes ressources lors de la journée du 1^{er} décembre 2010.

La rédactrice remercie Berthe Lacharité et Christelle Lebreton pour la relecture du texte.

2

Le Secrétariat à l’action communautaire autonome et aux initiatives sociales ainsi que la Fondation Solstice ont appuyé financièrement la réalisation de ce séminaire.

Relais-femmes

110, rue Sainte-Thérèse, bureau 301

Montréal (Québec)

H2Y 1E6

Téléphone : 514.878.1212

Courriel : relais@relais-femmes.qc.ca

Site Web : <http://www.relais-femmes.qc.ca>

Avril 2011

La reproduction de ce texte est autorisée en citant la source

TABLE DES MATIÈRES

MISE EN CONTEXTE	4
BLOC 1	
La nature rebelle de la bête	6
Des réactions.....	7
BLOC 2	
La domestication de la bête.....	8
Des réactions.....	9
BLOC 3	
La beauté de la chose ou le champ infini de la créativité et du choc des intelligences.....	10
Des réactions.....	11
BLOC 4	
Des exemples d'application.....	12
1. L'expérience de développement territorial de Lanaudière.....	13
2. Une étude de besoin dans un organisme.....	14
Des réactions.....	15
3. Une démarche d'évaluation d'un programme.....	17
4. Développement d'un projet au sein d'un complexe d'habitations à loyer modique (HLM) à Trois-Rivières.....	18
Des réactions.....	18
ATELIER ET PLÉNIÈRE	19
ANNEXE I: Document préparatoire au séminaire.....	21
ANNEXE II: Atelier : Indicateurs sociocommunautaires pour mettre en valeur l'utilité sociale d'un groupe communautaire ou d'un groupe de femmes.....	26

Mise en contexte

En organisant un séminaire sur les indicateurs sociocommunautaires Relais-femmes voulait créer une occasion pour des mouvements sociaux de mieux s'approprier ce concept. La collaboration de deux regroupements, la Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec et l'R des centres de femmes du Québec a permis de mener à bien ce projet.

Alors que l'évaluation et les indicateurs apparaissent souvent comme une exigence externe et des outils de contrôle isolés de la pratique des organismes communautaires, Relais-femmes souhaitait, par cet espace de discussion, démontrer qu'il est possible d'adapter de tels instruments à la réalité et aux besoins des milieux et de les utiliser à des fins internes.

*J'ai beaucoup apprécié la journée.
Je retiens qu'avec de la créativité
et de l'ouverture, on peut créer des
indicateurs pour des domaines très
précis. Dans ma tête ont germé des
ajouts d'indicateurs qui nous
ressemblent et qui parlent de
processus si chers à nos cœurs.*

Une participante

*J'ai pris conscience que nous
avons de nombreux indicateurs au
CPRF mais on ne les met pas en
valeur. Par exemple, nous avons un
questionnaire d'impact suite à nos
formations et nous ne le mettons
pas en valeur.*

Une participante

L'invitation avait été lancée auprès de praticiens et de praticiennes du mouvement des femmes, de l'action communautaire, de l'éducation des adultes, de partenaires du développement local et régional ainsi qu'auprès de personnes ayant développé une expertise dans le domaine. Plus de soixante personnes ont répondu à l'appel.

Les personnes inscrites au séminaire avaient reçu un texte préparatoire¹ qui informait sur l'origine du mouvement des indicateurs sociaux et du mouvement des indicateurs communautaires et qui présentait quelques définitions utiles en plus du concept d'indicateur.

¹ Voir en annexe le Document préparatoire.

Le séminaire s'est déroulé autour des réflexions et des expériences de Lise St-Germain et de Réal Boisvert sur les indicateurs sociocommunautaires : ce dernier est chercheur affilié à l'Unité de développement des communautés de l'Institut national de santé publique de l'Agence de santé de la Mauricie et du Centre-du-Québec et Lise St-Germain est coordonnatrice du Centre de recherche sociale appliquée, chercheure/praticienne et doctorante en Sciences humaines appliquées à l'Université de Montréal.

Coordonnatrice de projets à Relais-femmes, Danielle Fournier a dirigé le déroulement de la journée conçue sur un mode interactif où les présentations et les échanges avec la salle alternaient. Le présent rapport reprend cette logique de déroulement.

Le monde merveilleux des indicateurs

Un sondage joint au document préparatoire avait permis de recueillir des définitions bien personnelles d'un indicateur sociocommunautaire et de recenser des difficultés éprouvées quand vient le temps de déterminer de tels indicateurs. En introduction au thème, Danielle Fournier présente quelques-unes de ces définitions qui indiquent que les participantes et les participants sont familiers avec le concept, à des degrés très divers.

Suivra la présentation de Réal Boisvert divisée en trois segments. Un premier, *La nature de la bête*, introduira le concept d'indicateur et ses limites. *La domestication de la bête* abordera le concept de rentabilité et les éléments indispensables à l'élaboration d'indicateurs sociocommunautaires et enfin, *L'animal social* démontrera leur pertinence et l'éventail d'utilisations possibles de ce type d'indicateurs.

BLOC 1 LA NATURE REBELLE DE LA BÊTE

Réal Boisvert introduit le concept d'indicateur comme étant un « ...construit, simple ou complexe, bon ou meilleur mais toujours imparfait. » ; il formule ainsi une première critique à l'endroit des indicateurs et indique, du même coup, un des premiers obstacles auxquels sont confrontés les praticiens et les praticiennes. **La critique porte sur le fait qu'un construit est nécessairement imparfait en raison des limites que lui impose le fait de représenter quelque chose.** En effet, les intervenantes et intervenants sociaux se sentent parfois coincés à l'intérieur d'indicateurs imposés qui ne rendent pas compte de ce qu'ils souhaiteraient faire connaître. Ils rencontrent aussi des difficultés lors de la formulation même d'indicateurs plus appropriés à leur réalité.

Par l'examen d'une fiche signalétique sur les indicateurs, monsieur Boisvert pointe certaines limites. Il fait d'abord remarquer que les types d'indicateurs tels que les taux (exemple : taux de chômage), les pourcentages, les coefficients, les indices (exemple : indice de défavorisation), les signes ou la valeur exprimée (exemple : perception de l'état de santé) ne transmettent qu'un aperçu d'une situation. Les indicateurs peuvent aussi comporter : 1- des marges d'erreur ; 2- des malentendus ; 3- des informations dissimulées. À titre d'exemple, le taux de chômage fait souvent l'objet de malentendus : il est couramment perçu comme un indice du nombre de personnes sans emploi alors qu'il indique plutôt le nombre de personnes à la recherche d'un emploi.

Pour diminuer de tels risques et permettre qu'un indicateur donne une vision la plus collée possible à une situation donnée, sa construction devra être rigoureuse et nécessitera de se référer à plus d'une source. La mobilisation d'experts permettra alors de diversifier les points de vue. **Monsieur Boisvert définit l'expert comme «quelqu'un que l'on place en situation d'expertise». Par exemple, une conseillère municipale, une citoyenne, un médecin, un bénévole et une chercheure peuvent toutes et tous agir à titre d'experts d'une même situation.**

Pour conclure ce premier segment, monsieur Boisvert énonce les qualités premières d'un indicateur en appuyant sur ce qu'il estime être la plus grande qualité à rechercher, la transparence.

DES RÉACTIONS

À propos du choix des indicateurs et de leur validité

Quelques interventions portent sur l'apparente neutralité des indicateurs servant à mesurer l'action communautaire autonome. Un questionnement touche plus précisément la pertinence :

-Qui décide de la pertinence d'un indicateur ? Sachant très bien qu'il y a des acteurs en présence qui poursuivent des intérêts et que les indicateurs témoignent d'une vision, le choix des indicateurs ne devrait-il pas être négocié?

Une participante commente, pour sa part, le type d'indicateurs associés à une approche populationnelle², largement utilisée dans les programmes de santé québécois :

-Pourquoi la fréquentation du centre de femmes par 10 femmes différentes serait-elle plus intéressante que 10 «fréquentations» du centre de femmes par la même femme? À cet égard, j'ajouterais qu'il n'y a pas beaucoup de place pour bonifier ou améliorer des indicateurs déjà en place.

D'autres interventions réfèrent à la capacité de distinguer ce qui est valable de ce qui ne l'est pas, notamment celle-ci :

-Si l'on reconnaît qu'un indicateur puisse, tel un signe ou une valeur exprimée, être basé sur une perception, lorsque l'on pose la question dans les sondages du réseau de la santé et que l'on fait valoir que 80% des gens sont satisfaits des services de santé, est-ce que cet indicateur est valable?

En invitant à poser un regard critique sur les statistiques et indicateurs qui nous sont couramment présentés, ces interventions permettent au conférencier de revenir sur l'importance de la transparence d'un indicateur et de la clarté de sa transmission. De quoi parle-t-on exactement, de qui, et pour quelle fin un indicateur a-t-il été établi? Monsieur Boisvert soutient qu'un indicateur, par exemple une statistique, est valable dans la mesure où l'on précise la donnée. Dans l'exemple du sondage sur la satisfaction du système de santé, il faut souligner à qui s'adressait la question : « Ce n'est pas 80% des gens qui sont satisfaits, mais 80% des répondants qui ont eu accès à un service de santé. Sachant qu'actuellement ce n'est pas tant la qualité des soins reçus qui est questionnée, mais l'accès aux soins qui pose un défi, l'exemple présent illustre un manque de **transparence** du signe-indicateur et un manque de transparence au plan de sa diffusion. »

²Voir une définition dans le Document préparatoire au séminaire, en annexe.

BLOC 2 LA DOMESTICATION DE LA BÊTE (ou les usages)

Dans cette partie, Réal Boisvert présente une critique du concept de rentabilité, expose des limites de la reddition de compte et introduit des prémisses de la rentabilité sociale.

Il rappelle que le concept de rentabilité, issu des sciences économiques, n'a qu'un seul opérateur, l'addition. Ainsi, la rentabilité économique comporte des limites en ce qu'elle peut masquer ou gommer certaines réalités. Par exemple, si, pour rendre compte de la santé sociale d'un pays, on ne faisait que se fier à l'évolution du produit intérieur brut (PIB), on en saurait bien peu. **Voilà pourquoi, il importe d'ajouter une plus value à la lecture quantitative d'une situation en y croisant des données qualitatives.**

Dans le contexte actuel, le type de reddition de compte en vigueur se limite à la collection de données quantitatives ce qui suscite des réactions de résistance chez plusieurs. Selon Réal Boisvert, les indicateurs utilisés par des instances gouvernementales et autres bailleurs de fonds démontrent de façon restreinte l'action des organismes communautaires obligeant ces derniers à développer un argumentaire de *justification d'existence* pour tenter de donner un tableau plus complet de leur situation. Les données de la reddition de compte, ces données «à portée réduite», ne parviennent pas à témoigner du travail invisible accompli dans un organisme communautaire qui exige d'être mesuré autrement qu'avec des chiffres. Pour monsieur Boisvert, **le défi fondamental des indicateurs de rentabilité sociale consiste à rendre compte d'une action qui a permis de repousser l'indésirable : «...Relais-Femmes œuvre de concert avec des groupes qui travaillent sur du non-être, sur cette chose intangible et immatérielle qui consiste à repousser, voire à empêcher l'indésirable, à éviter tout ce qui adviendrait de pire en leur absence... »**

Un autre aspect du travail invisible des groupes est d'avoir à ajuster continuellement leurs interventions et leurs structures organisationnelles : « Le nombre de personnes desservies par une organisation s'avère un indice assez mince pour témoigner de l'importance d'une organisation dans sa communauté. Et comment rendre compte du travail effectué pour constamment s'adapter à la réalité d'un milieu? ». C'est donc aux groupes que revient le défi de formuler des indicateurs de rentabilité sociale qui rendent visible leur travail d'adaptation aux conditions changeantes du milieu.

Monsieur Boisvert termine en rappelant que les mots ne sont jamais neutres et que le terme de rentabilité « ...cache toujours un indicateur...prêt à scruter les dépenses, à rentabiliser les opérations, à accroître les cadences...à externaliser les coûts...ainsi que le veulent les lois du marché. »

DES RÉACTIONS

À propos de la critique du concept de rentabilité

Une participante demande à monsieur Boisvert s'il a trouvé d'autres termes pour rendre compte du travail invisible accompli par les organismes communautaires.

Réal Boisvert **réfléchit au terme « cheminement » pour rendre compte de l'avancement d'une situation, d'une évolution d'un point A au point B.** Il propose un exemple qu'il qualifie de loufoque pour illustrer comment le terme cheminement peut rendre compte de la valeur du travail des Auberges du cœur avec lesquelles il collabore : « Si un jeune fait dix (10) fois le tour du quartier avant de franchir la porte d'une Auberge du cœur et que, suite à la mise en place de stratégies d'approches par l'organisme, un jeune fait deux (2) fois le tour du quartier avant de franchir la porte, il y a là un avancement considérable qui rend compte d'un cheminement. » Une participante rapporte qu'un groupe de femmes européen, à la recherche de termes plus appropriés, a choisi de parler de viabilité plutôt que de rentabilité, formule qui permettrait d'éviter toute référence à la rentabilité économique.

La discussion amène le conférencier à aborder les pièges rattachés aux paradigmes de pensée qu'il illustre à l'aide d'une anecdote. Un comité de travail multidisciplinaire auquel il participait est invité, lors d'une visite terrain en France, à s'arrêter dans une maison ouverte à tous. Un membre du comité questionne la mission poursuivie par cette maison afin d'en connaître l'utilité. La réponse qui lui est donnée ne précise pas la mission telle qu'on la conçoit habituellement.

On lui répond que la maison n'a aucune prétention sinon que d'être là, simplement ouverte, pour ceux qui passent la porte. À cette réponse, la personne a conclu que cette maison n'était pas rentable. Les réactions face à cette maison inusitée illustrent bien les paradigmes dans lesquels nos actions et nos analyses s'inscrivent : monsieur Boisvert qualifie cette maison de « bulle d'oxygène » alors que, pour d'autres, la créativité et l'innovation sociale de ce projet ne sont pas considérées à leur juste valeur.

BLOC 3 LA BEAUTÉ DE LA CHOSE OU LE CHAMP INFINI DE LA CRÉATIVITÉ ET DU CHOC DES INTELLIGENCES

Dans cette dernière portion, Réal Boisvert partage son enthousiasme quant aux potentialités offertes par les indicateurs sociocommunautaires à des fins de transformation sociale. Sa démonstration s'appuie sur un exemple où l'utilisation des indicateurs du développement des communautés dans le Centre-du-Québec a pu mener à la découverte d'une problématique insoupçonnée et à développer une action appropriée pour la contrer.

Dans la mesure où l'on dépasse la logique de la reddition de compte, les indicateurs sociocommunautaires offrent, selon lui, une étendue de possibilités pour influencer le regard posé sur une situation et inscrire une vision. Il faut penser l'élaboration d'indicateurs non seulement pour démontrer notre pertinence, mais aussi pour s'allouer la possibilité de transformer l'ordre des choses à partir de soi. Ainsi, les indicateurs doivent servir à « ...instruire notre imaginaire et notre intelligence de l'avancement des choses. »

L'application des indicateurs du développement des communautés sur le territoire de la Mauricie et du Centre-du-Québec rappelle les étapes d'une démarche réussie où la mise en relation de différents types d'indicateurs a favorisé le développement d'interventions adaptées à une diversité de « territoires vécus ». Ainsi, le croisement de certains indicateurs a notamment permis d'identifier qu'un secteur de Trois-Rivières, bien que plus favorisé aux plans socioéconomique et socio-sanitaire, présentait pourtant des indices d'effritement social qui diminuait sensiblement la capacité d'agir de sa communauté. À l'analyse, cet indicateur contribuait à expliquer un sentiment d'insécurité plus marqué dans ce secteur comparativement aux autres secteurs de la ville.

En conclusion, monsieur Boisvert, rappelle que **les indicateurs sont des moyens pour cerner collectivement l'évolution de nos organismes et de nos pratiques et pour orienter notre développement.**

DES RÉACTIONS

À propos de la capacité d'agir des communautés et de l'intervention territoriale

En réponse à une demande de précision, monsieur Boisvert poursuit sur la démarche de Trois-Rivières. Il rappelle que les indicateurs doivent permettre de cerner le profil du milieu : « Dans ce quartier favorisé de Trois-Rivières, celui-là même où a été enlevée Cédrika Provencher, le tissu social, affecté par l'individualisme, s'était effrité. Cet effritement explique le sentiment d'insécurité observé chez des résidents de ce secteur. Les initiatives communautaires à mettre en place doivent être adaptées à chaque situation et, dans le cas présent, le service de Parent-Secours a été bien accueilli. »

À propos du concept de cheminement

On veut en savoir plus à propos du concept de cheminement. Le conférencier explique que l'esprit de ce concept est à l'inverse de la démarche qui établit le palmarès des écoles. Alors qu'une école se retrouve au top du palmarès en accueillant la crème des étudiants, des indicateurs de cheminement reconnaîtraient plutôt une école qui aurait réussi à avancer en accueillant des élèves en difficulté. Il n'y a pas officiellement de chantier en cours sur le concept de cheminement mais monsieur Boisvert considère que l'idée est à explorer.

BLOC 4 DES EXEMPLES D'APPLICATION

L'animatrice présente d'autres réponses provenant du sondage complété lors de l'inscription. À nouveau, on observe des degrés variés d'appropriation des indicateurs et d'aisance quant à leur utilisation. Pour certaines personnes, les indicateurs peuvent évoquer l'obligation et le contrôle, pour d'autres, un questionnement critique des intentions des partenaires financiers et, pour d'autres, des défis d'ordre théorique ou technique.

Avec enthousiasme, Lise St-Germain propose une analyse de quatre démarches où ont été utilisés des indicateurs sociocommunautaires : 1- une démarche d'animation territoriale dans Lanaudière; 2- une démarche d'étude de besoin au sein du membership d'un organisme (COMSEP); 3- une démarche d'évaluation d'un programme portant sur les compétences parentales; 4- le développement d'un projet au sein d'un complexe d'habitations à loyer modique (HLM) à Trois-Rivières. Cette présentation, divisée en deux parties, sera ponctuée des commentaires et réactions de l'assistance.

1. L'expérience de développement territorial de Lanaudière

Cette expérience d'animation territoriale s'inscrit dans une perspective de développement durable et s'inspire du modèle proposée par l'Agenda 21³. Le territoire présentant un indice de dévitalisation marqué, la communauté de Notre-Dame-de-Lourdes entreprend en 2005 une démarche citoyenne en suivant le cadre structuré de l'Agenda 21. En plus des citoyens, la démarche mobilise les acteurs influents du territoire soit, le conseil municipal, le CLD, le CJE et le CLSC qui sont accompagnés par une ressource de la Société d'aide au développement des collectivités (SADC). Le cycle des étapes comprend un portrait du territoire élaboré avec les citoyens et validé auprès d'eux.

Lise St-Germain présente les catégories d'indicateurs retenus par la communauté, les quatre axes de développement stratégique ciblés et les comités citoyens issus de cette démarche. Le processus participatif fait à la fois partie de la méthodologie et des résultats. La mobilisation citoyenne a rencontré ses plus importants défis à l'étape du traitement des statistiques du portrait territorial. Pourtant, l'apport citoyen a permis, à cette étape précisément, de bonifier les statistiques en ajoutant des éléments qualitatifs, ce qui fait écho au concept d'expert défini précédemment par Réal Boisvert. **À titre d'exemple signifiant, la conférencière mentionne que l'indice « vivre seule » est un indicateur de défavorisation selon l'échelle de Pampalon⁴, alors que selon les citoyens et les citoyennes, cet indice n'est pas nécessairement interprété comme tel. Ainsi, du point de vue des femmes, « vivre seule » au sortir d'un contexte de violence est plutôt un indice de cheminement.** Sur ce, madame St-Germain enchaîne avec l'expérience d'une étude de besoin.

³ L'Agenda 21 (ou Action 21) est un plan d'action pour le XXI^e siècle adopté par 173 chefs d'État lors du sommet de la Terre, à Rio, en 1992. Ce plan d'action décrit les secteurs où le développement durable doit s'appliquer dans le cadre des collectivités territoriales. Il formule des recommandations dans des domaines aussi variés que : la pauvreté, la santé, le logement, la pollution de l'air, la gestion des mers, des forêts et des montagnes, la désertification, la gestion des ressources en eau et de l'assainissement, la gestion de l'agriculture, la gestion des déchets. Les collectivités territoriales sont appelées, dans le cadre du chapitre 28 de l'Agenda 21 de Rio, à mettre en place un programme d'Agenda 21 à leur échelle, intégrant les principes du développement durable, à partir d'un mécanisme de consultation de la population.

⁴ Indice de défavorisation matérielle et sociale de Pampalon et Raymond. Cet indice vise à permettre aux acteurs régionaux et locaux d'établir quels sont les territoires les plus défavorisés dans chacune des 17 régions du Québec.

2. Une étude de besoin dans un organisme

Après vingt ans d'existence, le Centre d'organisation mauricien de services et d'éducation populaire (COMSEP), situé à Trois-Rivières, perçoit des changements au sein de son membership. L'organisme souhaite donc vérifier l'adéquation entre les services offerts et les besoins des membres. Avec une approche participative incluant les membres, les bénévoles, l'équipe de travail et les membres du conseil d'administration, COMSEP choisit d'analyser et d'interpréter collectivement ses données statistiques. La démarche s'est déroulée sur deux années dont la première a été consacrée à une réflexion sur les statistiques nécessaires au portrait souhaité et à la mise en place des outils de cueillette d'information. L'enjeu initial était d'ordre éthique : quelles données sont importantes et jusqu'où l'organisme peut-il questionner ses membres? À l'issue de la période de collecte de données, des états généraux ont été organisés pour présenter les résultats et réfléchir collectivement à des pistes d'action permettant de répondre aux besoins identifiés.

Lise St-Germain rapporte que l'équipe de COMSEP a été déstabilisée par les revendications exprimées par les membres. En effet, sur la base des données socioéconomiques obtenues, l'équipe présentait des demandes touchant la sécurité alimentaire. Pourtant cette préoccupation n'est pas ressortie. Les membres ont plutôt exprimé un besoin d'accès au loisir et à la culture. COMSEP a dû se positionner face à une telle demande et la prendre en compte dans le respect sa mission. Au final, la participation des membres à cette démarche a entraîné COMSEP dans la mise en place de nouveaux projets en partenariat, dont le leadership est partagé par des organismes concernés, et qui favorisent l'accessibilité des personnes à faible revenu aux activités culturelles et aux loisirs.

DES RÉACTIONS

À propos des exigences reliées à la démarche

Une première réaction porte sur les exigences inhérentes à ces démarches citoyennes :

-Je suis à la fois impressionné par la rigueur et sous le choc de voir la complexité de ces façons de faire du développement social! C'est très sophistiqué et exigeant comme méthode d'action communautaire! Comment les gens s'insèrent là-dedans?

Une question d'harmonisation

Une autre personne se questionne sur le défi posé par l'harmonisation des besoins des membres et la mission de l'organisme :

-Comment, dans l'expérience de COMSEP, avez-vous lié les objectifs d'éducation populaire et de défense des droits avec les demandes de membres?

Lise St-Germain reconnaît que l'approche participative pose l'enjeu d'une réflexion sur sa pratique et rappelle, du même souffle, les bénéfices que rapporte une telle démarche :

« L'expérience de COMSEP a permis de donner des moyens à des intervenants de faire une meilleure lecture pour pouvoir s'ajuster. L'expression du besoin d'accès aux loisirs et à la culture de la part des membres de COMSEP semblait, à première vue, impliquer un éloignement de la mission d'éducation populaire de l'organisme. Ayant toujours pris en compte le point de vue des membres et leurs besoins, l'équipe de COMSEP cherchait la manière d'inscrire ce besoin dans une démarche d'éducation, de sensibilisation et de défense des droits.»

L'organisme y est arrivé en initiant une importante démarche de mobilisation du milieu avec la participation des personnes en situation de pauvreté et des intervenantes et intervenants. Diverses activités telles que colloque, théâtre populaire, ateliers d'éducation populaire, sensibilisation des organisations ont servi à sensibiliser au fait que l'accès aux loisirs et à la culture est une dimension importante de la qualité de vie et que la participation aux loisirs et à la culture s'avère une forme de participation citoyenne et sociale. Ainsi, des passerelles entre les personnes en situation de pauvreté et divers organismes du milieu ont été créées. Dans l'esprit du développement social, des ententes avec les services municipaux ont été mises en place pour

favoriser l'accès aux loisirs et à la culture pour tous et toutes. COMSEP a par la suite initié un programme d'éducation populaire en culture et loisirs qui comprend une démarche critique du mouvement des saines habitudes de vie et qui questionne les programmes et politiques publiques s'y rapportant.

La démarche de COMSEP est une démarche de participation citoyenne à l'échelle locale, mais elle rappelle, à l'échelle nationale, celle du Collectif pour un Québec sans pauvreté.

Une participante

Nos revendications, quand elles sont portées par le mouvement social, comme les revendications de la Marche mondiale des femmes, sont en elles-mêmes des indicateurs sociocommunautaires.

Une participante

En fait, il s'agit d'une autre illustration de « penser avec » plutôt que de « penser pour ». .

Une participante

Le développement territorial et les bénéfices inspirants de la participation citoyenne

La question de la participation est abordée en ces termes :

-À la lumière de la richesse de ces expériences, je me demande s'il y a moyen d'exiger la participation citoyenne dans la conception des plans régionaux de développement.

Lise St-Germain reste critique à l'égard d'une participation citoyenne imposée: « Actuellement la participation est au cœur de nombreux programmes, mais lorsqu'on y regarde de plus près ça ressemble à de la récupération. Quel type de participation est souhaité, de combien de personnes, la participation de qui? Quand la participation est forcée, ça ne donne pas toujours les résultats attendus. »

Elle fait valoir que les citoyennes et les citoyens apportent une expertise différente et complémentaire car les statistiques ne disent pas tout de la réalité du terrain. Elle rappelle également qu'au nombre des conditions gagnantes, les décideurs locaux ont un rôle à jouer, par l'accompagnement, pour assurer le succès de la participation citoyenne : « Ces façons de faire posent le défi de l'accompagnement, c'est-à-dire, comment on accompagne la participation. L'accompagnement passe toujours par une personne ou un organisme qui assure le lien de confiance et suscite l'intérêt en dépit des difficultés et de la complexité des étapes. »

3. Une démarche d'évaluation d'un programme

La conférencière prend ensuite l'exemple du programme PACE⁵. Dans le cadre de la démarche évaluative imposée par ce programme, une équipe se trouvait confrontée aux limites du formulaire fourni qui, une fois complété, offrait un portrait tronqué de la réalité des participantes. L'équipe d'intervention est cependant parvenue à retravailler le formulaire d'évaluation afin que celui-ci permette de mieux cerner les besoins des participantes.

Après négociation avec le partenaire financier, l'équipe a entrepris une démarche participative qui a conduit à la création de nouveaux indicateurs, plus appropriés aux réalités et aux besoins des participantes. Ainsi, plutôt que d'utiliser le concept de famille, la réflexion collective a permis de proposer le concept d'entourage. De même, le concept de « négligence familiale et maltraitance » a été remplacé par celui de « détresse familiale ».

Cette démarche illustre qu'il est possible de déconstruire les grilles existantes et de négocier une approche qualitative sans pour autant laisser tomber le quantitatif. Par ailleurs, la révision de l'outil de cueillette de données a été directement profitable aux pratiques de l'organisme car depuis, l'instrumentation a été mise au service de l'intervention.

⁵ Le programme d'action communautaire pour les enfants (PACE) finance des coalitions installées dans les communautés pour établir et donner des services répondant aux besoins en matière de développement des enfants de six ans et moins connaissant des conditions à risque. Ces enfants vivent dans des familles aux faibles revenus; vivent dans des familles d'adolescents; sont à risque ou ont des retards de développement, sociaux, émotionnels ou comportementaux, sont négligés ou maltraités.

4. Développement d'un projet au sein d'un complexe d'habitations à loyer modique (HLM), à Trois-Rivières

Une démarche participative conduite avec une dizaine de locataires a permis d'établir un diagnostic sur le sentiment de sécurité et d'élaborer un ensemble d'indicateurs reliés au sentiment de sécurité des résidents et résidentes du complexe HLM. Le climat de peur et de silence qui régnait dans le complexe d'habitation au moment de l'enquête a fait en sorte que le processus a été plus long. Pourtant, des locataires sont parvenus à dénoncer des situations problématiques et le diagnostic établi a permis la mise en place de comités de locataires engagés dans des actions ciblées. Cette démarche a entraîné la création de nouveaux liens entre les locataires et a accru leur pouvoir d'agir.

Lise St-Germain termine sa présentation en résumant les points communs aux exemples rapportés et y relève une même lacune : on n'a pas vraiment mesuré l'impact de ces expériences. Toutefois, lorsque les faits parlent d'eux-mêmes, est-ce vraiment nécessaire d'avoir des mesures d'impact? Elle n'en est pas certaine.

DES RÉACTIONS

Plus concrètement sur les indicateurs

Une participante demande des précisions :

-L'expérience des HLM est très intéressante, mais j'aurais souhaité qu'on aille plus loin dans les exemples d'indicateurs. Par exemple, comment vous mesuriez l'indicateur pour le sentiment de sécurité ou pour l'estime de soi?

Lise St-Germain rappelle que **les indicateurs sociocommunautaires reposent sur le principe de participation citoyenne. Ils se construisent avec les gens, à partir de leurs expériences et de leurs besoins. Alors, la question qui doit être posée aux gens concernés c'est : qu'est-ce qui, selon eux, serait un indice de sentiment de sécurité?**

Elle poursuit en donnant des exemples tirés de l'expérience autour du programme d'évaluation PACE. « Par exemple, on a demandé aux participantes comment elles évalueraient que leur estime de soi s'est développée. Certaines ont dit qu'à partir du moment où elles seraient capables de prendre la parole en public ce serait un résultat. Un autre exemple : pour définir le sentiment de compétence parentale, des mères ont identifié qu'elles auraient un sentiment de compétence lorsque leur enfant leur exprimerait qu'il est fier d'elle. Il faut donc partir des participantes et s'attendre à ce que les indicateurs évoluent avec les personnes. »

UN ATELIER ET UNE PLÉNIÈRE

Après avoir réalisé un exercice d'élaboration d'indicateurs à l'aide d'une mise en situation⁶, les participantes et les participants sont invités à commenter cet atelier de même que la journée dans son ensemble.

Que retirez-vous de l'atelier?

-Nous avons trouvé cela difficile parce que nous étions systématiquement portés à trouver des éléments quantitatifs et il nous fallait nous creuser les méninges pour aller au-delà de ce réflexe.

-Je retiens qu'il faut toujours revenir au concept de départ et le décortiquer à partir de chacune de ses dimensions.

-Je retiens que questionner le quantitatif nous amène à revoir le qualitatif. Par exemple, en ce qui concerne l'activité économique du troc dans l'exercice soumis, ce n'est pas nécessairement le nombre d'échanges économiques qui est intéressant autant que la nature des liens créés et le lien que permet de faire cette activité entre les 3 volets de la mission du centre de femmes.

Est-ce que la compréhension et les perceptions à l'égard de l'utilisation des indicateurs sociocommunautaires ont changé?

-Je suis arrivée en novice, avec le nombril vert. C'est un langage nouveau. Je vais aller digérer tout ça. Je repars avec l'idée de questionner et de mettre en parallèle. C'est une grosse journée, mais une très belle journée.

⁶ Voir, en annexe, le document intitulé *ATELIER Indicateurs sociocommunautaire pour mettre en valeur l'utilité sociale d'un groupe communautaire ou d'un groupe de femmes.*

-Je suis bien d'accord avec la pertinence de faire valoir l'importance de l'évaluation. C'est intéressant la cueillette de données pour nos rapports vers l'extérieur, mais aussi à l'interne comme outil de travail.

Au cours de la journée, quelques idées fortes ont fait écho auprès des participants et des participantes. La possibilité de questionner les indicateurs existants et de créer ceux dont les groupes ont besoin a particulièrement retenu l'attention. Finalement, le lien nécessaire entre le quantitatif et le qualitatif apparaît, pour plusieurs groupes, comme une gymnastique nouvelle et fort stimulante pour rendre compte de pratiques différentes.

Pour sa part, Lise St-Germain souligne qu'elle «demeure aussi très sensible à l'idée que nous sommes programmés par le modèle dominant et que l'on doit conserver notre liberté d'agir. Nos indicateurs évoluent, ils peuvent changer.» Elle souhaite que les gens ne repartent pas avec l'impression de lourdeur. Certes, il s'agit d'un processus qui comporte des défis, mais rassure-t-elle, «...c'est très faisable, cela dépend de notre rapport à la systématisation et à la conceptualisation.»

Danielle Fournier clôture la rencontre en rappelant que Relais-Femmes offre une formation sur les indicateurs sociocommunautaires qui vise à soutenir les organismes dans l'élaboration d'indicateurs, à partir d'éléments qui leur sont propres.

Annexe I

Document
préparatoire au
séminaire

Document préparatoire

DES INDICATEURS
SOCIOCOMMUNAUTAIRES:
POUR QUI? POURQUOI? COMMENT?

La conjoncture en lien avec les
indicateurs sociocommunautaires

SEMINAIRE

1er décembre 2010

Centre St-Pierre,
salle 100
1212 Panet
Montréal
Station de métro
Beaudry

SOMMAIRE:

La conjoncture
en lien avec
les indicateurs socio-
communautaires

Des indicateurs
OU pourquoi?

Des indicateurs
OU avec qui?

Des indicateurs
qui intègrent une
perspective féministe

Un indicateur
c'est quoi au juste?

Les récentes réingénieries et nouvelles pratiques de gestion (ATI⁽¹⁾, approche populationnelle⁽²⁾, etc.) du gouvernement, les réactions à son partenariat avec des fondations privées sur des enjeux de santé publique ainsi que les rapports du vérificateur général (1996 et 2009) sur certains aspects de la reddition de compte des organismes communautaires en santé et services sociaux convergent pour réanimer l'intérêt des groupes féministes et de l'action communautaire autonome à la question des indicateurs sociocommunautaires. La réorganisation « néolibérale » pousse les paliers local et régional vers la gérance et l'opérationnalisation des services directs à la population. Les pouvoirs locaux et régionaux mettent en oeuvre les grandes orientations définies nationalement en y apportant, la plupart du temps, les ajustements spécifiques à leurs communautés. Les décisions prises localement et régionalement touchent autant le développement économique, la main d'oeuvre, l'éducation, la santé que le développement social et la lutte à la pauvreté.

Les indicateurs de réussite sont définis par des gestionnaires et s'inscrivent, la plupart du temps, dans une logique technocratique et comptable qui n'a souvent rien à voir avec ce que les groupes voudraient mettre de l'avant, notamment, toute la dimension de l'impact social de leur travail avec les personnes. Les groupes ne sont pas consultés sur la définition d'indicateurs et les citoyennes et citoyens qui les fréquentent non plus.

22

POUR EN SAVOIR PLUS

(1) «... l'approche territoriale intégrée (ATI) vise l'amélioration des conditions de vie des personnes issues des milieux défavorisés. Elle mise sur la concertation et sur un meilleur arrimage des stratégies sectorielles des différents acteurs (élus, acteurs sociaux, citoyens, ...) œuvrant sur un territoire donné pour atteindre son but. Diverses sphères de la vie sont touchées : formation, famille, transport, emploi, loisirs, économie, etc. » Extrait tiré du site de la Conférence régionale des élus de la Capitale Nationale:

<http://www.crecn.qc.ca/interventionsectorielle/developpementsocial/default.php>

(2) Définition de l'approche populationnelle:

- «Réfère à une responsabilité envers une population définie ;
- Tient compte de l'ensemble des besoins de santé et services sociaux de cette population ;
- S'intéresse à la santé et à ses déterminants afin de maintenir ou d'améliorer la santé et le bien être de sa population et des communautés qui la composent ;
- Réfère à un partage de responsabilités avec tous les acteurs/secteurs qui influencent la santé.

» Extrait tiré du portail Santé Montérégie:

<http://www.santemonteregie.qc.ca/depot/document/532/>

[presentation_jocelyne_sauve.ppt#286,3, Définition approche populationnelle](#)

Les indicateurs sociocommunautaires (3)

Ils sont ainsi appelés parce qu'ils sont issus à la fois du mouvement des indicateurs sociaux et du mouvement des indicateurs communautaires.

(3) Cette section sur les indicateurs sociocommunautaires emprunte de larges extraits à un document réalisé par **Josée Belleau**, pour le compte de Relais-femmes, et paru en 2004 sous le titre *À l'ombre des marchés : la valeur sociale, Fiches de réflexion sur l'économie, la rentabilité sociale et les indicateurs sociocommunautaires.*

Des indicateurs sociaux OU pourquoi?

L'intérêt pour les indicateurs sociaux s'est d'abord manifesté aux États-Unis dans les années 1960. À cette époque, on voulait dégager des statistiques ou des repères qui permettaient de mettre en valeur des objectifs «non-économiques» des activités économiques. Par la suite, de plus en plus d'institutions internationales ont admis que le progrès technologique et la croissance économique n'entraînaient pas automatiquement la croissance ou la richesse sociale.

Des indicateurs communautaires OU avec qui?

Le « mouvement » des indicateurs communautaires se distingue d'autres courants d'indicateurs car il mise sur la participation des citoyennes et des citoyens à la définition des objectifs et des mesures de la qualité de vie et du bien-être de leur communauté.

L'élaboration collective d'indicateurs communautaires permet de poser un regard global sur la qualité de vie des personnes, des réseaux sociaux et des collectivités, et par le fait même sur la qualité du tissu social.

Dans cette optique, l'activité économique n'est pas la seule ou la principale dimension du développement ou de la croissance. On accorde autant d'importance aux dimensions humaines, citoyennes, sociales, culturelles et environnementales.

L'option « indicateurs communautaires » n'est donc pas neutre. Elle suppose notamment de considérer les enjeux liés à l'accès, à la qualité, à la démocratie et au temps, et ce, en partant du bas de l'échelle et non pas du haut.

23

Des indicateurs sociocommunautaires qui intègrent une perspective féministe

Dans la perspective d'atteindre l'égalité des femmes, les organismes engagés dans le développement des communautés peuvent se doter d'instruments d'analyse et d'évaluation leur permettant de déterminer quelles sont les différences sociales, économiques et politiques entre les hommes et les femmes. Pour ce faire, différentes approches ont été développées au cours des dernières décennies: Approche intégrée de l'égalité (Conseil de l'Europe), Analyse comparative entre les sexes (gouvernement canadien), Approche différenciée selon les sexes (gouvernement québécois), Approche genre et développement (organismes en développement international).



Chacune a ses particularités et met l'accent sur un ou plusieurs des objectifs suivants, lesquels peuvent être inspirants lors de l'élaboration d'indicateurs:

- améliorer la représentation des femmes sur le plan politique;
- favoriser l'autonomie économique des femmes;
- concilier la vie professionnelle et familiale des femmes et des hommes;
- partager les responsabilités familiales entre les femmes et les hommes;
- évaluer les différentes répercussions des politiques et programmes sur les femmes et les hommes;
- prendre en compte les différences entre les hommes et les femmes;
- recueillir et interpréter les données selon les réalités et les besoins propres aux femmes et aux hommes;
- examiner les obstacles à la participation égale des femmes;
- examiner les différences dans l'exercice du pouvoir par les femmes et par les hommes;
- examiner les effets différenciés des projets de développement sur les femmes et sur les hommes;
- favoriser des stratégies de développement qui changent les normes, les traditions et la socialisation des femmes et des hommes.

En somme, il s'agit non seulement de rendre visibles les différences ou les inégalités entre les hommes et les femmes, mais d'élaborer des stratégies pour réduire les écarts entre les hommes et les femmes sur les plans politique, social et économique et dont les effets peuvent être mesurés régulièrement.

Un indicateur, c'est quoi au juste?

L'indicateur est un signe, un repère, un signal, une marque. Il n'y a pas d'indicateur-type, il y a seulement l'indicateur ou les indicateurs que des citoyennes, des élues ou des expertes ont déterminé pour illustrer ou montrer l'évolution d'une situation, d'un phénomène que l'on a jugé important.

L'indicateur peut être un objectif à atteindre ou une étape à franchir pour atteindre le dit objectif. L'indicateur peut être une situation qui s'améliore ou se détériore. Il peut se formuler comme une statistique (le taux de monoxyde de carbone dans l'air, le seuil de pauvreté) ou comme un objectif (atteindre la parité hommes-femmes au conseil d'administration de l'entreprise d'ici 5 ans).

Si un groupe de citoyennes veut que soient respectés ou réalisés des engagements pris par leur gouvernement, par des décideurs ou par des partenaires, le groupe aura besoin de repères concrets permettant d'obtenir des résultats observables et de les évaluer.

En général, un indicateur social ou communautaire est expliqué ou complété par de l'information quantitative et qualitative. On peut combiner des mesures concrètes et matérielles avec des orientations et des perceptions.



L'indicateur est un signe, un repère, un signal, une marque. Il n'y a pas d'indicateur-type, il y a seulement l'indicateur ou les indicateurs que des citoyennes, des élues ou des expertes ont déterminé pour illustrer ou montrer l'évolution d'une situation, d'un phénomène que l'on a jugé important.





Retrouvez-nous
sur le web

www.relais-femmes.qc.c

Organisé par

- Relais-Femmes
- L'R des centres de femmes du Québec
- La Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec

PROGRAMME DE LA JOURNÉE

Accueil: 8: 30hre

1ère partie : Le monde merveilleux des indicateurs

Bloc 1 : La nature rebelle de la bête

Des aspects nous échappent : identifier ceux qu'on peut (tout indicateur porte une vision des choses) et reconnaître certaines limites (une mesure est toujours imparfaite, indisponibilité de certaines données).

Bloc 2 : La domestication de la bête

Les incontournables méthodologiques : complémentarité du qualitatif et du quantitatif, arrimage des indicateurs et du processus du changement planifié, participation des expertes.

Bloc 3 : L'animal social

La crédibilité des indicateurs et le déploiement de leur utilité garantis par une mobilisation citoyenne.

2e partie : La bête apprivoisée

Des exemples d'application à l'échelle d'une municipalité, d'un quartier, d'un micro-territoire, d'un programme spécifique, d'un organisme.

3e partie : Ateliers pratiques d'élaboration d'indicateurs

4e partie : Plénière de clôture

Fin de la journée: 16 : 30hre

Personnes-ressources

Lise St-Germain

Coordonnatrice du Centre de recherche sociale appliquée

Chercheure/praticienne et doctorante en Sciences humaines appliquées à l'Université de Montréal

Réal Boisvert

Chercheur affilié à l'Unité développement des communautés de l'Institut national de santé publique, Agence de santé de la Mauricie et du Centre-du-Québec

Une journée sur un mode réflexif et interactif

Annexe II

Indicateurs
sociocommunautaires
pour mettre en valeur
l'utilité sociale d'un
groupe communautaire
ou d'un groupe de
femmes

26

Atelier

Indicateurs sociocommunautaires pour mettre en valeur l'utilité sociale d'un groupe communautaire ou d'un groupe de femmes

Consignes pour l'atelier

1-En équipe, lire la mise en situation intitulée **Analyse d'un projet fictif : Le Centre des femmes de la Haute Voltige.**

2-Prendre connaissance du modèle des neuf zones présenté dans le texte **Un modèle pour se donner des indicateurs sociocommunautaires qui font ressortir l'utilité sociale des groupes de femmes et communautaires.** En s'inspirant de ce modèle, déterminer des indicateurs qui permettraient de rendre compte des activités du Centre des femmes de la Haute Voltige.

3-Comparez les indicateurs que vous avez élaborés à ceux adoptés par le conseil d'administration du Centre des femmes et que vous trouvez sous **Résultats de l'exercice réalisé par le c.a. du Centre des femmes de la Haute Voltige.**

INDICATEURS SOCIOCOMMUNAUTAIRES POUR METTRE EN VALEUR L'UTILITÉ SOCIALE D'UN GROUPE COMMUNAUTAIRE OU D'UN GROUPE DE FEMMES

Analyse d'un projet fictif : Le Centre des femmes de la Haute Voltige

Le **Centre des femmes** de la Haute Voltige existe depuis cinq ans. Il a pignon sur rue *dans une ville de plus ou moins grande taille.*

Le centre a comme objectifs :

- ◆ De briser l'isolement des femmes.
- ◆ D'améliorer les conditions de vie des femmes.
- ◆ D'augmenter le pouvoir d'agir individuel et collectif des femmes.

28

Ce centre emploie **quatre femmes à temps complet** et embauche des contractuelles pour des projets ponctuels; il peut aussi compter sur une équipe de militantes et de bénévoles. Le conseil d'administration réserve 50% des sièges à des représentantes des membres. Il est donc composé de cinq représentantes des membres, de deux représentantes des travailleuses et de trois personnes ressources cooptées. En plus des **services d'accueil** pour les femmes et des **cafés rencontres** thématiques, le centre initie et participe à des **activités d'éducation populaire et à des actions collectives**. Par exemple, une membre du C.A. et une travailleuse siègent au comité local de la Marche dans le cadre de la Marche mondiale des femmes de 2 010.

Le Centre des femmes de la Haute Voltige appuie la création d'une **banque de candidates pour des postes aux instances décisionnelles** par exemple, le Comité local de développement (CLD), la Commission scolaire, la Conférence régionale des élus...

De plus, le centre soutient un **club de recherche d'emploi**. On y trouve plusieurs activités : des ateliers sur les craintes d'une réinsertion sur le marché du travail, la rédaction d'un cv, la préparation d'entrevue, la recherche sur internet et un accompagnement des démarches faites par les participantes. Le centre a accepté de mettre en place ce club en s'engageant à le soutenir pour trois ans en espérant qu'après ce délai, le Club deviendrait un organisme autonome. Cette année, 2 groupes de 6 femmes ont fait une démarche de recherche d'emploi. Le club vise la reconnaissance des acquis, soit la reconnaissance des connaissances et des compétences acquises lors d'expériences professionnelles ou d'implication sociale ou à travers le travail domestique. Il supporte également l'intégration des participantes au marché du travail.

Le centre a aussi mis sur pied un **réseau d'échange et de troc**. Il s'agit d'échanges de services en fonction des habiletés et aptitudes des personnes participant à ce réseau. Ce projet se veut une reconnaissance du travail *invisible* non-rémunéré des femmes. Il valorise les compétences des personnes, la prise en charge collective et la solidarité. Il vise le changement de certaines habitudes de vie et s'inscrit dans une perspective de développement durable.

Le financement du Centre provient d'une subvention MSSS sur une base triennale pour son fonctionnement de base et d'une subvention de trois ans au CLD pour développer un **projet de cercle d'emprunt**. Celui-ci favorise l'entrepreneuriat au féminin. Pour constituer le fonds, en plus de la subvention du CLD, le centre a invité les organismes communautaires, les entreprises et la population à y souscrire par l'achat de parts sociales. Le fonds s'élève à 250,000.\$. Les prêts sont de l'ordre de 5,000.\$ et moins et ils sont faits sur l'honneur. Ils peuvent servir à l'achat d'équipement, à consolider un poste ou à suppléer un manque de liquidités.

Depuis ses débuts, le centre a tenté d'articuler sa présence et son action à partir d'indicateurs sociocommunautaires : il voulait convaincre le milieu du bien fondé d'un centre de femmes, faire valoir son utilité sociale. Au fil du temps, l'utilisation de ces indicateurs a effectivement permis de préciser comment le centre est porteur d'utilité sociale pour le milieu soit en participant à l'amélioration de la qualité de vie, à la mise en place d'initiatives et à la consolidation du tissu social. À un certain moment, l'exercice a aussi conduit le **conseil d'administration** à examiner son propre fonctionnement et à repenser la participation des membres dans la vie associative du groupe.

UN MODÈLE POUR SE DONNER DES INDICATEURS SOCIOCOMMUNAUTAIRES QUI FONT RESSORTIR L'UTILITÉ SOCIALE DES GROUPES DE FEMMES ET COMMUNAUTAIRES¹

Le modèle des neuf zones

Ce modèle regroupe des thèmes en neuf “zones”. Les zones réfèrent aux grandes composantes du vivre ensemble en société démocratique. Les thèmes peuvent être modifiés ou adaptés selon les personnes qui les utilisent. Chaque thème retenu pourra être décliné en plusieurs indicateurs.

Note : Quand on parle d'indicateurs sociocommunautaires, on sous-entend que les citoyennes et les citoyens ont participé à leur définition, que ce soit dans le cadre d'un projet ou d'un groupe de niveau local, régional ou national.

1- CITOYENNETÉ ET CIVISME

- Participation et engagement des citoyennes aux affaires publiques et communautaires à tous les paliers de décision et dans tous les secteurs.
- Lieux où les gens peuvent exprimer librement leurs opinions et participer aux décisions qui les concernent.
- Comportements d'entraide et de respect envers toutes personnes connues ou inconnues.

2- CONDITIONS MATÉRIELLES DE VIE

- Logement, biens et meubles, (accessibilité, services adéquats de chauffage, d'électricité et de plomberie).
- Moyens de communication (medias communautaires, internet haute vitesse, cellulaire, hebdomadaires locaux ou régionaux).
- Alimentation (approvisionnement et services : épicerie, dépanneur, banque alimentaire, restaurant, jardin communautaire...).
- Vêtements, jouets (approvisionnement : friperie, magasin, joujouthèque...).

¹Ce modèle est directement inspiré de celui proposé par Josée Belleau et Lise Noël à partir d'une recherche réalisée par Louise Toupin sur différentes méthodes de définition et d'évaluation des indicateurs : Josée Belleau, À l'ombre des marchés : la valeur sociale, Fiches de réflexion sur l'économie, la rentabilité sociale et les indicateurs sociaux et communautaires, Relais-femmes, Montréal, 2004.

3- CONDITIONS DE SANTÉ

- Santé physique et santé mentale des personnes aux différentes étapes de leur vie, dans différentes situations, dans l'exercice de rôles parentaux ou de prise en charge de proches adultes dépendants, etc.
- Accès aux services de santé et de services sociaux, de nature curative et préventive, dans les réseaux publics et communautaires.
- Pouvoir de la personne sur sa santé.

4- ENVIRONNEMENT SOCIAL

- Liens et réseaux sociaux, socialisation, mobilisation.
- Ces lieux et ces activités permettent aux personnes de se côtoyer, se connaître, se rassembler, s'informer, échanger ensemble, s'entraider, s'épanouir, se divertir ensemble, se mobiliser collectivement.
- Présence de groupes communautaires (entraide, solidarité, citoyenneté).

5- DÉVELOPPEMENT PERSONNEL (ÉDUCATION ET CULTURE)

- Éducation formelle et informelle qui permettent aux personnes l'acquisition de connaissances, de compétences, de savoir-être et de savoir-faire tout au long de la vie.
- Accès aux arts et à la culture.
- Accès aux loisirs et aux sports.
- Conciliation famille/études.

6- ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

- Mise en valeur d'une économie plurielle.
- Entreprises ou projets qui conjuguent l'économique et le social.
- Accès aux technologies et aux sources d'investissements.
- Emploi (accès, formation, diversification professionnelle, syndicalisation).
- Bénévolat.

7- CONDITIONS DE TRAVAIL

- Travail non rémunéré (moyens de reconnaissance sociale et fiscale, santé et sécurité, services de répit, formation continue, conciliation famille/engagement).
- Travail rémunéré (revenu et salaire, santé et sécurité, assurances collectives, régime de retraite, formation continue, défense de droits, conciliation travail /famille).

8- ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

- Aménagement du territoire et des infrastructures sur ce territoire (bâtiments, voies de circulation et tout ce que comprend l'espace public).
- Équipements collectifs, infrastructures culturelles et récréatives de la communauté (bibliothèque, musée, centre culturel, salle de théâtre, piscine, aréna).
- Espaces verts (parcs municipaux, ceinture verte).
- Sécurité des lieux publics.
- Services liés aux sources d'énergie et à la communication (entretien, distribution).
- Transport (signalisation, sécurité, état des routes, intermodale, circulation, transport collectif)

9- ENVIRONNEMENT NATUREL

(RÉFÈRE À L'ÉCOSYSTÈME NATUREL D'UNE COMMUNAUTÉ)

- Eau, air, sol, faune, flore, bois et forêt, ressources naturelles inexploitées, espaces et espèces protégées, paysages.
- Menaces et déperissement de l'écosystème naturel.
- Recyclage.

RÉSULTATS DE L'EXERCICE RÉALISÉ PAR LE C.A. DU CENTRE DES FEMMES DE LA HAUTE VOLTIGE

VERS DES INDICATEURS

Concernant l'organisme

ZONE: ENVIRONNEMENT SOCIAL

- ◆ Organisme qui est un lieu d'appartenance pour les membres et les participantes (accueil, milieu de vie)
- ◆ Activités (cafés rencontres, éducation populaire qui brisent l'isolement social des personnes)
- ◆ Accessibilité physique aux personnes avec une mobilité réduite
- ◆ Activités accessibles en terme de coût
- ◆ Organisme reconnu comme un pôle de référence en condition féminine dans la communauté
- ◆ Activités qui favorisent le dépistage de situations de violence envers les femmes et les enfants
- ◆ Organisme qui apporte son appui aux projets culturels du milieu
- ◆ Lieu où des personnes fréquentent l'organisme sur une base régulière
- ◆ Présence de personnes qui ont accordé du temps bénévole à un organisme ou association communautaire
- ◆ Personnes qui pensent que la discrimination sexuelle, raciale, etc. font partie des problèmes locaux à résoudre

| ZONE: DÉVELOPPEMENT PERSONNEL (AUTONOMIE)

- ◆ Activités qui soutiennent l'acquisition de différents savoirs et compétences par les femmes participantes *et qui permettent l'expérimentation de ceux-ci*
- ◆ Groupe qui soutient la prise en charge d'une ou des activités par les participantes et les membres (organisation, animation, gestion)
- ◆ Groupe qui valorise les compétences et savoirs des participantes

| ZONE: ENVIRONNEMENT NATUREL

- ◆ Activité de récupération de papier et/ou participation à un programme de gestion des déchets recyclables
- ◆ Activités qui permettent de trouver une alternative à la surconsommation et au gaspillage

| ZONE: ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

- ◆ Emplois à temps complet avec de bonnes conditions de travail pour quatre femmes
- ◆ Emplois contractuels pour des femmes
- ◆ Implication volontaire de bénévoles

34

Concernant la participation des femmes

| ZONE: CITOYENNETÉ ET CIVISME

- ◆ Conseil d'administration : une structure démocratique participative qui réserve 50% des sièges pour des membres du centre
- ◆ Participation à la Marche mondiale des femmes : le centre est représenté au comité local de la Marche par deux membres son conseil d'administration – une usagère et une travailleuse
- ◆ Appui à la création d'une banque de candidates pour des postes au CLD, à la Commission scolaire, au CRD, etc.

| ZONE: ENVIRONNEMENT SOCIAL

- ◆ Mobilisations sociopolitiques organisées dans la communauté : mesures assurant la représentativité et la défense des intérêts des femmes à l'intérieur des structures décisionnelles régionales et locales
- ◆ Mesures de soutien à la participation des citoyennes à des consultations publiques

Concernant le réseau d'échange de petits services

| ZONE: CONDITIONS DE TRAVAIL

- ◆ La mise en place d'un réseau d'échanges de petits services rend visible le travail non rémunéré des femmes et les conditions d'exercice de ce travail
- ◆ Reconnaissance que le travail familial et ménager est une source de savoir
- ◆ Favorise l'utilisation des différents savoirs des femmes participantes
- ◆ Possibilité de comptabiliser les types de tâches et le nombre d'heures effectuées par chaque participante au réseau, apport économique à la communauté. Conciliation famille/engagement.

35

| ZONE: ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

- ◆ Mise en place d'un projet qui conjugue l'économique et le social
- ◆ Activité qui met en place un système d'échange local (SEL), une banque de temps, un réseau de troc de services et de biens.

| ZONE: ENVIRONNEMENT SOCIAL

- ◆ Activités qui procurent de l'aide directe et du dépannage pour les personnes qui y participent.
- ◆ Activités qui permettent de briser l'isolement social et développer la solidarité et l'entraide entre les gens

Concernant le club de recherche d'emploi

| ZONE: ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

- ◆ Intégration en emploi pour les femmes, les jeunes, les personnes handicapées.
- ◆ Reconnaissance des acquis «expérientiels» des femmes (travail invisible ou bénévole comme tremplins d'emplois)
- ◆ Impact possible sur le taux d'activité de la main d'œuvre locale
- ◆ Rendre accessible une formation et l'embauche des femmes dans les métiers non-traditionnels
- ◆ Mesures ou programmes d'accès à l'égalité en emploi pour les femmes
- ◆ Équité salariale pour les femmes dans les entreprises et organismes locaux

| ZONE: CONDITIONS DE TRAVAIL

- ◆ Emplois locaux rémunérés à des niveaux adéquats et dotés de protections sociales.
- ◆ Outils de mise en valeur et de reconnaissance du savoir-faire et des acquis « expérientiels » des femmes (compétences génériques acquises dans le travail au foyer et le travail bénévole) comme tremplin pour l'emploi rémunéré.

36

Concernant le cercle d'emprunt

| ZONE: ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

- ◆ Fonds d'investissement local accessible aux micro-entreprises
- ◆ Associations communautaires d'emprunt, cercles d'emprunt (micro-crédit)
- ◆ Valorisation de projets et d'entreprises qui conjuguent l'économie et le social
- ◆ Entreprises développées et gérées par des femmes de la communauté (sur une base individuelle ou collective)